

L'EMANCIPATEUR

SYNDICAT CGT DU VAR DES RETRAITÉS ET ANCIENS SALARIÉS
DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Mensuel n° 373 - Septembre 2020

édito

Le port du masque sera, peut-être, bientôt obligatoire en toutes circonstances. Protection contre le virus, à moins que ce soit pour masquer les nouvelles nominations des anciens ministres du président Macron ?

François Bayrou à la tête du haut-commissariat au plan (tout en restant maire de Pau), Christophe Castaner pour la présidence du groupe LRM à l'assemblée nationale, François De Rugy candidat aux régionales de mars 2021, Pénicaud ambassadrice auprès de l'OCDE, Bayrou à l'Uniscience, Muriel Penicaud représentante permanente de la France à l'OCDE, etc.

Nominations prévues pendant que « de l'autre côté de la rue » les premières mesures de licenciements, consécutifs ou pas à la crise sanitaire, voient le jour. Camaieu, Renault, Cargill, Derichebourg, les secteurs aéronautiques, du BTP, depuis le début de l'année 600 000 emplois supprimés.

Voici des coïncidences de calendrier qui en disent long sur la société de Macron. Nous apprenons du patron d'Airbus que comme les dépenses militaires s'envolent sa société devrait viser plus sur le militaire dont les débouchés s'élargissent. Comme le revendique nos congrès fédéraux : les armes ne sont pas des marchandises.

Le patronat et le gouvernement accélèrent la bataille des idées au travers de leurs presses écrites et télévisées mais aussi avec les déclarations d'experts (grassements payés), de colloques université d'été, etc...

Ce qu'ils cherchent c'est de modifier le rapport de force pour aller plus loin dans l'exploitation du travail salarié, comme dans la remise en cause de notre système de santé et de nos retraites.

Sans oublier la volonté de créer une cinquième branche Autonomie de la sécurité sociale que la CGT refuse. Nous y opposons le principe d'un financement solidaire intégral à 100% de la Sécurité sociale, permettant de couvrir tous les aléas de la vie comme l'a inventée Ambroise Croizat, Ministre Communiste du Travail.

Soyons persuadés que ce sont, comme toujours, les luttes unies sur les revendications d'emploi, de salaire, de retraite, etc. qui feront reculer le patronat et son homologue le gouvernement.

C'est donc à un tous ensemble que nous devons travailler et en particulier **le jeudi 17 septembre 2020**, journée interprofessionnelle de lutte, de grèves et de manifestations pour toute la CGT.

Notre syndicat sera présent à cette manifestation et vous demande de prendre vos disponibilités pour venir participer au réveil de la lutte des classes.

Aujourd'hui comme demain, tout en posant les questions politiques essentielles, nous serons toujours présents dans les luttes pour bâtir, avec d'autres et dans l'union, une société qui place l'être humain et la planète au cœur de tous choix.

Michel Camatte, Secrétaire Général



sommaire

- 1 - Edito
- 2 - Le jour d'après
- Il suffit que les salaires baissent...
- 3 - Se rassembler et agir...
- Agenda et activités du syndicat
- 4 - Infos brèves

L'EMANCIPATEUR - Tel : 04 94 18 94 57 - Fax : 04 94 18 94 58

Adresse postale : Retraités CGT Var Mindef - 13 avenue Amiral Collet - 83000 Toulon

Email : retraitescgtvarmindef@gmail.com - Directeur de la publication : Gérard Allibert

N° CPPAP 0321S07751 - Journal édité par nos soins.

Le jour d'après

A lors que le 1er cas de Covid 19 a été déclaré le 17 novembre 2019 en Chine, l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) a attendu le 09 Janvier 2020 pour lancer une alerte internationale. Huit mois après, les chiffres officiels (sous-estimés ?) font état de 20 124 437 cas confirmés, de 12 380 410 guérisons et de 737 285 décès à travers le monde... Ce qui implique que plus de 7 millions de personnes sont encore infectés alors que la maladie repart de plus belle.

Comment a t'on pu en arriver là ? Comment des pays développés comme le nôtre, préparés au risque NBC (Nucléaire, Bactériologique, Chimique) n'ont-ils trouvé comme parade que le confinement ? Qui plus est avec une pénurie de masques et de gel hydro-alcoolique dans un premier temps ? La réponse est bien évidemment à chercher du côté du Capital...

Depuis le déconfinement, le gouvernement ne cesse de s'épandre sur les conséquences économiques, sur la dégringolade du PIB... En

négligeant totalement les conséquences humaines et psychologiques du confinement. Toutes et tous, à des degrés divers, nous avons souffert de cet enfermement... Les études fleurissent un peu partout à ce sujet. Rupture du lien social, enfermement, isolement... Qu'avions nous fait pour mériter cela ?

Et maintenant c'est le COR (Conseil d'Orientation des Retraites) qui entre dans la danse en jouant sur les mots. La pension nette des retraités aurait augmenté alors qu'en fait leur pouvoir d'achat a juste moins baissé que celui des actifs.

Nous avons toutes et tous besoin de camaraderie, de fraternité. Mais notre syndicalisme est aussi empreint d'un fort besoin de justice. Le com-

bat contre le capital n'a jamais cessé et ne cessera jamais. Mais il y a eu un « avant » et il se doit d'y avoir un « après » confinement.

Toute cette colère, toute cette injustice ressentie est bien légitime et se doit de s'exprimer haut et fort.

Et pour cela, chacune compte pour une, chacun compte pour un. Nous avons toutes et tous notre rôle à jouer au sein de notre syndicat, de la CGT, et bien au-delà de la société.

« Transformer la société, changer la condition humaine », c'est inscrit dans le marbre dans le préambule des statuts confédéraux.

Sans réveil de la conscience de masse et de classe, alors demain ressemblera à hier. Et c'est autre chose que nous voulons.

Toutes et tous, chacun à notre niveau d'implication, avons notre rôle à jouer, dans le syndicat, dans l'organisation pour que le jour d'après ne ressemble pas à « avant ». Mais c'est aussi dans la rue que nous devons nous exprimer... A commencer par le 17 septembre prochain, à l'appel de la Confédération.

Michel Canestrelli



Il suffit que les salaires baissent pour que les pensions augmentent ???

Avec la crise économique et sociale qui s'annoncent, Macron et le Medef n'ont pas renoncé à présenter une partie de la note aux retraités et futurs retraités. Le dernier rapport du Conseil National des Retraites (COR) en témoigne, la séance plénière du COR le 11 juin 2020 : **la rémunération moyenne des salariés baisserait de 5,2 % alors que la pension moyenne nette serait en hausse de +1,2 %.**

- Il considère que comme les salariés ont vu leurs revenus baisser pendant le chômage partiel, les retraités se sont « en comparaisons » enrichis ! Et il laisse entendre que la revalorisation des retraites est « trop favorable ».

- Il s'inquiète qu'avec l'arrêt partiel de l'économie pendant deux mois, la part des retraites dans le PIB a crevé le plafond des 14 % fixé par le projet de retraite par points pour atteindre 15,5 %.

- Il cite en exemple le modèle Suédois cher à M. Macron qui « ajuste automatiquement » les retraites à la baisse !

L'objectif est de geler ou baisser nos pensions et de repousser les conditions de départs pour les suivants.

Question : **aviez-vous remarqué que votre pouvoir d'achat avait augmenté ???**

Emile Gondran

Se rassembler et agir contre l'agression du capital

Les dirigeants des grandes entreprises sont lancés dans une surenchère, en pleine crise économique et sociale résultant de la pandémie du covid-19, pour démontrer aux marchés financiers qu'ils agissent pour restaurer leur rentabilité en faisant baisser le « coût du travail ».

Les dégâts s'étendent dans tout le tissu industriel et des sous-traitants, et partout le chantage à l'emploi met les salariés en demeure d'accepter les reculs sociaux par des « accords de performance collective », accords souvent accompagnés de la bénédiction des organisations réformistes.

Des millions de salariés redoutent la perte de leur emploi, dans le même temps où l'exigence de centaines de milliers d'embauches dans les services publics se heurte au refus du gouvernement. L'économie est au plus bas, mais les places boursières sont au plus haut... en attendant le krach du siècle !

La boussole du capitalisme est déréglée, dans le sens où le choc de l'épidémie et du confinement met en exergue la crise de la mondialisation capitaliste, la logique perverse des marchés financiers et la complicité active des Etats et des banques centrales : toujours plus d'argent pour rémunérer le capital accumulé dans les multinationales et dans les portefeuilles des banques, des compagnies d'assurance, des fonds de placement.

Les salariés sont tétanisés par le chantage à l'emploi, le découragement est le terrain sur lequel Macron s'investit, et déclare en parlant du chômage : « je vais être très clair avec vous : il y a des plans sociaux, et il y en aura », puis « cela (la crise)



a forcément des conséquences sur les entreprises ».

Donc, pour lui, son gouvernement et le Medef, c'est toujours la même doctrine : au nom de l'emploi, « aider les entreprises », mais en réalité, aider le capital en l'aidant à redevenir rentable, c'est-à-dire à accumuler les profits le plus vite possible.

L'argent public et l'argent des banques - refinancées au taux de

moins 1 % par la Banque Centrale Européenne - inonde les entreprises : mais que font-elles de tout cet argent ?

Elles le gardent, et elles licencient !

Elles attendent, disent-elles, le moment où la demande repartira pour pouvoir investir et produire de façon rentable ; mais elles ne font que repousser ce moment.

Face au nouveau gouvernement Castex mis en place pour aggraver les attaques contre le monde du travail, contre les retraites, contre les services publics... les travailleurs actifs et retraités, les sans emploi, les jeunes doivent se rassembler dans des luttes déterminées pour une autre utilisation de l'argent, pour sécuriser l'emploi, développer et sécuriser la formation, pour développer de nouveaux services publics créateurs de centaines de milliers d'emplois.

La journée nationale d'action, de grèves et de manifestations du 17 septembre s'inscrit dans ces luttes.

Claude BOUY

Agenda et activités du syndicat

- **Mardi 11 aout** : secrétariat sur la journée
- **Jeudi 13 aout** : réunion collectif communication
- **Mardi 8 septembre** : matin secrétariat,
- **Mardi 8 septembre** : après midi Commission Exécutive
- **Jeudi 17 septembre** : manifestation

Pénurie de médicaments : population en danger

Corticoïdes, anticancéreux, vaccins manquent à l'appel. Cette situation est plus que préoccupante car elle met en danger les populations et hypothèque des chances de survie à des malades graves. Selon l'Agence Nationale de Sécurité du médicament (ANSM), plus de 1200 traitements ou vaccins seront concernés par des situations de rupture ou de tension d'approvisionnement sur l'ensemble de l'année 2019. Nous sommes passés en 20 ans, d'environ 50 ruptures de médicaments, à près de 550 aujourd'hui. C'est le résultat de choix industriels visant le seul profit, sous le regard de l'Etat qui se refuse à agir de peur de heurter

la puissante industrie pharmaceutique.

Dans les années 80, le pays comptait près de 470 entreprises de production de médicaments.

Aujourd'hui, il n'en reste que 247 et c'est le même phénomène en Europe et dans le monde. Au

prétexte de préservation de la compétitivité, c'est toute une industrie qui est mise en péril. Cette rationalisation de l'outil a pour effet de ne plus nous mettre en capacité de répondre aux besoins sans cesse en progression. Certains médicaments ne sont plus fabriqués que par un site ou deux dans le monde. La moindre défaillance de ces sites et c'est la pénurie.

Le deuxième facteur est de sérieux problème de qualité et d'approvisionnement. 80 % de nos principes actifs sont maintenant fabriqués en Asie, notamment en Chine et en Inde. Là aussi, la moindre difficulté d'approvisionnement - et c'est souvent le cas - stoppe la chaîne de transformation et de fabrication.

LA PÉNURIE DE MÉDICAMENTS
S'AGGRAVE EN FRANCE ...



Payer ses impôts et amendes chez le buraliste

Depuis le 24 février, dans dix départements, il est possible de régler impôts, amendes, factures de cantines, d'hôpital ou encore de crèche chez un buraliste. Selon la direction des finances publiques et la Confédération nationale des buralistes, ce paiement de proximité est possible, dès lors que la facture

comporte un QR code, dans les bureaux de tabac équipés de machine de la Française des jeux. La liste est détaillée auprès du centre des finances publiques local ou sur le site impots.gouv.fr. Le déploiement se fera progressivement de 22 buralistes le 24 février à plus de 600 fin mars, précise la Française des jeux.



Téléphonie 5G

Si les réseaux de 5ème génération vont accélérer les débits par 10, des questions autour de l'impact des ondes électromagnétiques sur notre santé se posent. Le gendarme des fréquences, l'Agence Nationale des Fréquences (ANFR) a mesuré un niveau d'exposition bien au-delà de la valeur limite réglementaire. Cela ne fera pas l'impasse sur un débat autour de l'éventuelle nocivité des ondes électromagnétiques. La pandémie du coronavirus a dû amener la haute autorité des télécoms à décaler la date de l'attribution des fréquences. Le lancement commercial devrait finalement démarrer début 2021.